



# 17 JUILLET 2023

Cette semaine se place sous le signe du scepticisme. Nombreux sont les observateurs sceptiques face à la résilience de nos systèmes en cas de crise sociale, qu'il s'agisse de [banlieues](#) ou de [monde agricole](#). Ce scepticisme se traduit aussi par une levée de boucliers à l'heure de [nommer une experte américaine](#) comme économiste en chef de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne, et à la suite de [l'adoption de la Décision d'adéquation](#) du cadre UE-États-Unis de protection des données personnelles. Comment ne pas être sceptique lorsque l'on ne tire pas les leçons de ce qui avait provoqué [l'échec du Transatlantic Trade and Investment Partnership?](#) Ou cette convergence problématique entre l'UE et [l'OTAN](#) ? Difficile de rester optimiste en outre quand les [projets industriels prometteurs](#) sont minés par des politiques incohérentes.

Bonne lecture,

Elise BERNARD,

Edouard GAUDOT,

Fjollë IBRAHIMI,

Euan WALKER.



# L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

17 JUILLET 2023

Pologne, Hongrie, France, Malte,

## FIFTY SHADES OF DISMAY

L'état de l'État de droit est un sujet de préoccupation dans l'ensemble de l'Union européenne. C'est la raison d'être du rapport annuel que présente la Commission européenne sur le sujet. La [livraison 2023](#), quatrième occurrence, constate des efforts importants consécutifs à l'application de certaines recommandations des institutions européennes.

- Lutte contre la corruption, liberté et pluralisme des médias, en particulier en ligne, santé des contre-pouvoirs et réformes de la justice sont les principaux sujets soumis à la vigilance des institutions européennes.
  - Sans surprise, [la Pologne et la Hongrie](#) concentrent les inquiétudes, en particulier considérant leurs manquements en matière de contrôle des médias et d'indépendance de la justice – en particulier [pour la Pologne](#).
    - En conséquence, les fonds de relance promis à ces deux pays [restent suspendus par la Commission](#) à la mise en œuvre de leurs efforts.
  - Bulgarie, Tchéquie et France sont aussi mentionnées pour leurs faiblesses dans la concentration des médias.
    - Avec un système judiciaire qui s'est dégradé et une corruption endémique, [Malte est aussi pointée](#) dans le rapport, surtout dans [le contexte particulier de l'île](#).
    - Rappelons que la journaliste [Daphné Caruana Galizia](#) qui enquêtait sur la corruption avait été assassinée en 2017.
- Si la France n'est pas un sujet d'inquiétude dans le rapport, les déclarations du président de la République dans la foulée des révoltes urbaines qui ont secoué le pays pendant les derniers jours du mois de juin font craindre chez les observateurs un raidissement en matière d'État de droit.

- [Encadrement juridique](#) de la police, comparaison avec d'autres pratiques, [par exemple l'Allemagne](#), [suspension des réseaux sociaux](#) : la presse européenne, et au-delà, [livre une analyse sans concession](#) de la crise en France.
- [Dissolution d'un mouvement écologiste](#), suspension de [l'agrément d'Anticor](#), une ONG de lutte contre la corruption, hausse des requêtes des services secrets en matière de [surveillance des militants politiques et syndicaux](#) : la tendance n'est pas très bonne.
  - Dans un éditorial pour [le journal suisse le Temps](#), le professeur à l'IHEID Jean-François Bayart dénonce ce qu'il considère comme une dérive illibérale et va jusqu'à tracer un parallèle controversé avec la Hongrie de Viktor Orban.
  - Publiée à l'automne 2022 par la députée européenne Gwendoline Delbos-Corfield (FR-Verts) [l'étude qui soulignait](#) « la faible résilience de l'Etat de droit en France à l'arrivée d'un gouvernement autoritaire » est alors susceptible de prendre une autre signification.

Data, GAFAM, Etats-Unis,

## PRIVACY SAFETY JACKET

[La Commission européenne](#) a récemment adopté la [Décision d'adéquation](#) du cadre UE-États-Unis de protection des données personnelles. Cette décision confirme que les États-Unis assurent un niveau de protection des données personnelles transférées de l'UE vers les entreprises américaines.

- Cette décision confirme que les États-Unis assurent un niveau de protection satisfaisant des données personnelles transférées de l'UE vers les entreprises américaines.
  - Ces entreprises américaines s'engagent donc à participer à une vision exigeante de cette protection comme les Européens.
  - En effet, cette décision de la Commission est prise en application de [l'article 45, paragraphe 3, du Règlement général sur la protection des données \(RGPD\)](#).
    - Cet article habilite la Commission à déterminer qu'un pays tiers de l'UE offre un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel équivalent à celui l'UE.
  - Désormais, les entités européennes peuvent transférer des données à caractère personnel à des entreprises participantes, aux États-Unis, sans devoir prendre des mesures supplémentaires de protection des données.

- Le cadre de protection des données remplace les accords [Safe Harbor](#) et [Privacy Shield](#).
  - Ce dernier ayant été invalidé par la Cour de justice de l'Union européenne, en 2020, consécutivement à la décision prononcée [en faveur de Max Schrems, avocat et militant de la protection de la vie privée](#).
- Le succès de ce nouveau cadre suscite des inquiétudes.
  - Max Schrems annonce son intention de contester juridiquement le nouveau pacte sur le partage des données.
    - [Avec son organisation, Noyb, il compte lancer cette contestation d'ici la fin de l'année 2023 ou le début de l'année 2024](#).
  - Les militants de la protection des données estiment généralement que ces mesures sont inadéquates car [les lois américaines sur la protection de la vie privée n'étendent pas les protections aux citoyens non américains, ce qui entraîne une disparité dans la protection des personnes dans l'UE](#).
  - Au-delà de ces doutes, le cadre prévoit pour les citoyens de l'UE dont les données seraient transférées à des entreprises participantes aux États-Unis [plusieurs nouveaux droits](#) :
    - l'accès à leurs données, la possibilité de demander la correction ou la suppression de données inexactes ou traitées illégalement, ainsi que diverses voies de recours en cas de mauvais traitement.
    - Parmi ces recours figurent des mécanismes gratuits et indépendants de résolution des litiges et un panel d'arbitrage.
- D'après [Nicolas Lellouche pour Numerama](#), cet accord devrait surtout favoriser les géants de la tech, en particulier Meta qui avait été [condamné à payer une amende record de 1,2 milliard d'euros pour transfert illégal de données européennes vers les États-Unis](#).
  - La maison-mère de Facebook, qui avait jusqu'au 22 octobre pour trouver une solution à cette condamnation, est une des grandes gagnantes de ce nouvel accord.
    - En plus de maximiser ses chances de faire annuler l'amende (ou du moins de la réduire), Meta n'aura probablement rien à faire pour pouvoir continuer son ciblage publicitaire en Europe.
    - En effet, les données des Européens peuvent être envoyées sur ses serveurs dans le nouveau cadre du Data Privacy Framework



# EUROPE GÉOPOLITIQUE

## 17 JUILLET 2023

Etats-Unis, GAFAM, Influence,

### TRENDSETTERS

Cet accord sur les données obtenu pour des raisons politiques sous la contrainte relative de Washington vient s'ajouter à la liste déjà longue des formes d'influence directe exercée par les Etats Unis sur l'Union européenne.

- La confirmation de la candidature de l'Américaine, Fiona Scott Morton, [pour le poste d'économiste en chef de la Direction Générale de la concurrence](#) a ému certains capitales européennes [en particulier Paris](#), snobé par la Commission, et [les principaux groupes politiques](#) au Parlement européen.
  - La Commission [refuse de revenir](#) sur son choix et insiste sur sa grande expérience et ses qualifications.
    - [Professeur d'économie à l'université](#) de Yale depuis 24 ans et ancienne économiste en chef du ministère américain de la justice, Fiona Scott Morton obtient donc le poste influent de superviseur des règles de concurrence au sein de l'Union européenne (UE).
  - Les critiques s'alarment de ses liens passés avec diverses entreprises du secteur des grandes technologies, dont Apple et Amazon, toutes deux accusées de pratiques anticoncurrentielles.
    - Elle a également travaillé sur l'acquisition d'Activision par Microsoft, qui a été approuvée par la Commission européenne.
- Ces fonctions suscitent des inquiétudes quant à sa compatibilité avec les responsabilités de l'économiste en chef de la direction générale de la concurrence.
  - Bien qu'il soit inhabituel que des non-Européens soient recrutés par la Commission européenne, des exceptions peuvent être faites.
    - « Une faute qui fait le bonheur des populistes et des eurosceptiques », d'après le [correspondant de Libération à Bruxelles](#), Jean Quatremer.

## TTIP RELOADED

L'influence américaine cherche évidemment aussi à aligner l'UE sur les intérêts américains dans la rivalité stratégique croissante avec la Chine. Cela se traduit entre autres dans l'établissement de normes technologiques communes.

- C'était un des enjeux, en 2013-2016, du défunt projet de grand marché transatlantique, sous forme [de partenariat commercial UE-US](#).
  - Désormais le rapprochement se fait sous les radars, dans une approche plus technique, mais [avec les mêmes objectifs](#).
- Ainsi, dans une étude de juin 2023, [l'Institut Montaigne](#) propose une analyse du Conseil du commerce et de la technologie (CCT) entre les États-Unis et l'Europe vise à coordonner les approches économiques, technologiques et commerciales.
  - Il existe encore des frictions notables entre Américains et Européens dans cette coopération transatlantique.
  - La récente réunion a mis en évidence des désaccords sur des questions liées à la Chine, à la loi américaine sur la réduction de l'inflation ([IRA](#)) et aux préoccupations de l'Europe en matière de sécurité.
    - Bien qu'il y ait eu des discussions sur divers résultats à atteindre, la plupart d'entre eux en sont encore à leurs débuts et n'ont pas fait l'objet d'accords définitifs.
- L'asymétrie entre les deux parties entrave les progrès, les États-Unis préfèrent les stratégies réglementaires et l'UE se heurta à des séries d'obstacles pour obtenir l'approbation unanime de ses 27 États membres.
  - Sans parler d'un éventuel contrôle de la part de la Cour de justice de l'Union européenne, [par le biais d'un recours en annulation](#).
  - Cette situation limite les possibilités d'accords formels et contraignants et pourrait déboucher sur des mesures volontaires et des codes de conduite.
- Les discussions de la TTC se déroulent à huis clos, ce qui permet une certaine flexibilité et des négociations confidentielles. Cette approche, enracinée dans le progressisme européen, vise à trouver un consensus sans les tensions des négociations ouvertes.
  - Toutefois, la sincérité et le compromis sont essentiels pour réussir, et il arrive que les États-Unis ou l'UE refusent de faire des compromis.
  - Des défis sur certaines sujets clef persistent.
    - Il s'agit des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, ainsi que les tensions liées aux technologies de rupture telles que l'IA et les technologies quantiques.

- Les controverses internes à l'UE compliquent encore les négociations car les États membres s'affrontent sur des questions telles que les subventions et la surproduction.
  - Il est essentiel pour l'Union de surmonter ces obstacles pour faire face dans cette négociation transatlantique.
    - L'octroi de mandats à la Commission et l'élargissement de la composition des groupes de travail pourraient renforcer sa position au sein du CTT.
- Les États-Unis, quant à eux, doivent faire preuve de patience et se concentrer sur l'unité politique et la stratégie pour se défendre contre les forces qui fragmentent l'ordre mondial actuel.

## Etats-Unis, OTAN, Influence

### 43 ANS D'ABSENCE

- Cette concurrence avec les Etats-Unis amène à l'autre grand vecteur d'influence américaine sur l'UE, celui de l'OTAN.
  - Les discussions [et enjeux du sommet de l'OTAN](#) à Vilnius soulignent une convergence de plus en plus étroite entre l'Alliance atlantique et la construction européenne – « *a virtual merger* » selon certains observateurs.
    - Outre les élargissements récents à la Finlande, puis maintenant [à la Suède](#), contre laquelle [le président turc Erdogan a levé son veto...](#) en échange, entre autres, d'un soutien à la relance des négociations [d'adhésion de la Turquie à l'UE](#).
  - L'Ukraine, malgré la frustration de son président qui espérait une promesse d'adhésion, [sort renforcée](#) du sommet.
    - Le centre de gravité de l'Europe glisse lentement vers l'Est, [comme le notent](#) deux experts militaires dans une tribune pour Euractiv.



# GREEN DEAL

## 17 JUILLET 2023

Industrie, Etats-Unis,

### WORLD WARM Z

Alors que les Etats membres de l'UE progressent sur la voie d'une industrie décarbonée, en adoptant [un règlement sur les batteries et leur recyclage](#), certains analystes [s'inquiètent des incohérences au sein de l'UE](#) en matière de stratégie de réindustrialisation.

- L'Union vise à adopter une stratégie commune pour moderniser son industrie, promouvoir l'économie verte et développer les technologies du futur, mais des incertitudes subsistent quant aux outils à utiliser.
  - La concurrence entre la Chine et la loi américaine sur la réduction de l'inflation ([IRA](#)) a incité l'UE à prendre des mesures.
    - Une approche coordonnée est toutefois nécessaire.
  - Des initiatives telles que le "Green Deal" et le développement de politiques industrielles marquent un changement significatif par rapport à l'accent traditionnellement mis par l'UE sur le libre-échange.
    - Le défi consiste à éviter une approche fragmentée entre les nations européennes et à garantir un financement à long terme pour attirer les investissements privés.
- Pour relever les défis et protéger la position de l'Europe dans la transition verte, plusieurs textes clés sont en cours d'élaboration à Bruxelles.
  - Le "Net Zero Industrial Act", qui vise à simplifier les procédures d'autorisation et à fournir des aides d'État substantielles pour les [projets d'énergie renouvelable](#).
  - Le "Chips Act", [adopté par le Parlement](#) le 11 juillet dernier, qui [vise à soutenir l'industrie européenne](#) des semi-conducteurs, et des recommandations sur les matières premières essentielles pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement de l'UE.

- Bien que des initiatives nationales aient été lancées, le manque de coordination stratégique et de financement unifié pose des limites.
  - La mise en place de projets transnationaux et stratégiques d'intérêt européen commun ([PIIEC](#)) offre une voie à suivre en contournant les règles strictes en matière d'aides d'État et en promouvant l'innovation.
    - La dépendance à l'égard des financements nationaux peut entraîner des disparités entre les pays financièrement capables et ceux dont les ressources sont limitées.
    - Ceci pourrait donner lieu à une économie européenne à deux vitesses.
  - Une des voies passe aussi par la décarbonation des énergies de chauffage, sur le modèle de ce que la coalition au pouvoir en Allemagne tente de généraliser.
    - ONG et industriels [appellent les Etats membres de l'UE](#) à remplacer les chaudières aux gaz et combustibles fossiles par des pompes à chaleur.
    - L'objectif est de parvenir à "la décarbonisation complète du chauffage dans les bâtiments de l'UE d'ici à 2050".

## Pays-Bas, Agroécologie,

### BETCLIC

Le vote [sous haute tension](#) sur la loi de la restauration de la nature qui "[électrise le parlement européen](#)", selon L'Opinion, a tenu ses promesses de conflit.

- Mobilisés depuis plusieurs mois, les conservateurs européens - alliés à l'extrême droite - n'ont pas réussi à faire échec à un texte fortement critiqué par les professions agricoles.
  - Ils semblent craindre une mauvaise réaction électorale, sur le modèle de ce qui s'est passé [aux Pays-Bas](#) avec le mouvement BBB.
  - Une position que le président de la Commission ENVI, Pascal Canfin (FR-Renew) considère comme [une rupture étonnante de la droite](#) d'avec le monde de l'entreprise.
- Sauvé par un vote avec une majorité de 36 voix, le texte s'aligne sur la position des Etats membres au Conseil et [sort donc très affaibli](#) sur de nombreux aspects.
  - Il est donc moins exigeant dans ses objectifs et, surtout, dans les moyens pour y parvenir, [note Contexte dans un article synthétique](#).

